

**Faits saillants du FPHN 2022 :
Jeudi 7 juillet 2022**

Le troisième jour du FPHN, les participants ont discuté des défis qui doivent être surmontés pour parvenir à l'égalité des genres (ODD 5), ont souligné la nécessité pour l'édition 2023 du Sommet des ODD d'être inclusif et disruptif, et ont examiné la façon dont les résultats de la Conférence des Nations Unies sur les océans et la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce ont contribué aux efforts visant à atteindre l'ODD 14 (vie aquatique).

L'ODD 5 et liens avec d'autres ODD - Égalité des genres

SAR la Princesse Dina Mired de Jordanie a déclaré que les femmes portent le poids de la pandémie de COVID-19 et qu'elles sont confrontées à des niveaux accrus de violence domestique. Elle a souligné l'importance de la prévention des maladies non transmissibles qui ont un impact négatif sur les pays à revenu faible et intermédiaire, et a souligné la valeur de l'engagement des ONG locales et de l'adoption de lois réglementant les produits nocifs comme le tabac, la malbouffe et les boissons sucrées.

Denis Mukwege, Lauréat du prix Nobel de la paix en 2018, République démocratique du Congo, a souligné les progrès fragiles accomplis vers l'égalité des genres et les revers auxquels les droits des femmes ont récemment été confrontés. Il a appelé les gouvernements à investir dans les politiques et les organisations de base et à utiliser l'enveloppe d'outils législatifs du rapport du Conseil consultatif sur l'égalité des genres du G7, qui repose sur quatre piliers : mettre fin à la violence sexiste ; l'éducation et la santé pour tous ; promouvoir l'autonomisation économique ; et l'égalité complète entre les hommes et les femmes dans les politiques publiques.

Paul Pacheco, UNDESA, a présenté les faits saillants du rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les progrès vers l'ODD 5, soulignant, entre autres, que 641 millions de femmes ont été victimes de violences physiques et/ou sexuelles par un partenaire connu, et que les femmes représentent près de 45% des pertes mondiales d'emplois en 2020.

Peggy Clark, PDG et Présidente du Centre international de recherche sur les femmes (ICRW), a modéré la séance. Rola Dashti, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, a appelé à un changement des normes sociales et culturelles pour permettre aux femmes de travailler et de lutter contre la violence sexiste dans le monde.

Nadine Gasman, Présidente de l'Institut national des femmes du Mexique, a attiré l'attention sur les garanties constitutionnelles du pays, qui protègent les droits à la santé sexuelle et reproductive (SDSR) des femmes, y compris l'accès à l'avortement. Innocent Menyo, Cofondateur de Mobile Scan Solutions, Uganda, a mis en

avant la technologie d'échographie portable de son organisation pour garantir des procédures de procréation plus sûres.

Tofara Lindsay Chokera, fondatrice de Tofara Online, Zimbabwe, a partagé son travail sur la création de plateformes de marketing numérique efficaces pour les femmes. Pille Tsopp-Pagan, Women's Support and Information Centre, Estonie, a souligné l'importance de : la budgétisation sensible au genre au niveau national ; l'accès aux SDSP (Santé et droits en matière de sexualité et de procréation) ; la lutte contre la fracture numérique entre les genres ; et la garantie de l'accès des femmes à l'énergie.

Soulignant que les droits des femmes, y compris les SDSP, sont abolis dans différentes parties du monde, Frida Ravn Rosling, déléguée danoise de la jeunesse pour la démocratie et les partenariats auprès de l'ONU, a appelé à une législation solide pour promouvoir les droits des femmes, ainsi qu'à la protection de ceux et celles qui travaillent pour les concrétiser.

Jutta Urpilainen, Commissaire européenne aux partenariats internationaux, a déclaré que l'initiative Spotlight, un partenariat UE-ONU, a permis à plus de 1,6 million de femmes et de filles d'accéder à des services de lutte contre la violence sexiste et, soulignant l'importance de l'éducation pour autonomiser les femmes et les filles, a déclaré que l'UE augmentera le financement de l'éducation à l'échelle mondiale.

Soulignant que « la liberté ne peut être atteinte tant que les femmes n'ont pas été émancipées de toutes les formes d'oppression », Maite Nkoana-Mashabane, Ministre à la présidence pour les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, Afrique du Sud, a déclaré que le pays a adopté une approche multisectorielle et globale de la société pour répondre à la violence sexiste et fémicide.

Les délégués ont souligné : « l'exode » des femmes du marché du travail en raison de la pandémie ; la législation de l'UE qui a entraîné une participation plus active des pères à la parentalité ; une coalition régionale d'Amérique centrale pour lutter contre la traite des personnes ; et la nécessité de ratifier la Convention n° 190 de l'OIT sur l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail. Le Saint-Siège a appelé les délégués à « chérir » le rôle des femmes au sein de la famille et a regretté « l'importance excessive » accordée à la santé sexuelle et reproductive dans le discours sur l'autonomisation des femmes.

Les délégués ont également souligné la nécessité d'intégrer la dimension de genre, de soutenir les droits LGBTQI+ et de prévenir les discours de haine en ligne et hors ligne, d'établir une budgétisation sensible au genre et d'assurer la représentation des femmes à tous les niveaux de gouvernance. Ils ont également souligné la nécessité de garantir les droits reproductifs, y compris l'accès à la contraception et à l'avortement, ont souligné une opportunité de lutter contre l'insécurité alimentaire en faisant progresser l'égalité pour les agricultrices, et ont reconnu les

menaces aux droits des femmes résultant de la guerre de la Russie en Ukraine.

Margaret Greene, Senior Fellow, Promundo, États-Unis, a partagé ses idées sur le rôle et le potentiel des hommes dans la réalisation de l'égalité des genres, citant l'effet négatif du déséquilibre entre les genres et soulignant la nécessité d'impliquer pleinement les hommes dans le discours sur l'égalité des droits.

Mukwege a partagé son expérience dans la mise en place d'un système de soutien holistique pour les victimes de violences sexuelles qui comprend une assistance sanitaire, juridique et économique. Il a exhorté les gouvernements à adopter ce système de soins non stigmatisant.

Victor Madrigal-Borloz, Président du Comité de coordination des procédures spéciales sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, a souligné la nécessité de respecter et de faire respecter les cadres juridiques consacrant les SDSP.

Samra Filipović-Hadžabić, Directrice de l'Agence pour l'égalité hommes-femmes, Bosnie-Herzégovine, a appelé à des mesures pour compenser les soins et le travail domestiques non rémunérés afin de renforcer le pouvoir économique des femmes. Vikrant Pandey, Fondateur et Directeur général de Fightback, Népal, a partagé l'accent mis par son organisation sur la formation des femmes à l'autodéfense pour lutter contre la violence sexiste. Seiko Noda, Ministre d'État pour l'égalité des hommes-femmes, Japon, a souligné les mesures prises par le pays pour lutter contre l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, la violence sexiste et l'engagement des hommes dans la communauté et la famille.

De nombreux pays ont souligné les initiatives nationales visant à promouvoir les droits des femmes. Les participants ont mis en garde contre la militarisation de la tradition, de la religion et de la culture qui porte atteinte aux droits des femmes ; et ont décrit les impacts négatifs de la guerre et des déplacements sur les femmes et les filles. Ils ont également : souligné la nécessité de données désagrégées et d'une meilleure gestion des données ; appelé à ce que les progrès sur l'ODD 5 soient examinés à chaque conférence du FPHN ; noté la valeur des garderies pour permettre aux femmes de participer au marché du travail ; et appelé à l'autonomisation économique des femmes et à l'éducation de base universelle.

En route vers le sommet des ODD de 2023

Nikhil Seth, Directeur exécutif de l'UNITAR, a modéré la discussion sur le Sommet des ODD de 2023 et a invité les intervenants à se concentrer sur trois aspects : le processus, les résultats et l'articulation avec d'autres conférences.

Macharia Kamau, Secrétaire principal du ministère des Affaires étrangères du Kenya, a suggéré de garder le Sommet de 2023 simple à comprendre et a souligné que le changement climatique et la paix et la sécurité restaient des questions primordiales qui créent un environnement propice à la réalisation de tous les ODD. Signalant que plusieurs sommets ont lieu en 2023, il a suggéré de se concentrer sur la manière dont les sommets peuvent assurer la mise en œuvre, avertissant que l'absence d'action entraîne une perte de crédibilité.

David Donoghue, Distinguished Fellow, ODI, a fait écho à la nécessité de retrouver l'esprit de 2015 et a déclaré que la déclaration ministérielle de l'édition 2022 du FPHN devrait : avoir un accent particulier sur le besoin de ne laisser personne de côté ; faire des ODD une priorité absolue des dirigeants politiques ; renforcer le rôle de la société civile ; promouvoir la coopération régionale ; et reconnaître le rôle des Villes.

Jutta Urpilainen, Commissaire européenne aux partenariats internationaux, a annoncé que l'UE présenterait un examen volontaire complet lors de l'édition 2023 du FPHN et a appelé les États présents au sommet à renouveler l'engagement politique

mondial envers les ODD. Mami Mizutori, Cheffe du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), a appelé à lier le Sommet à l'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai et a souligné la nécessité d'une prise de décision fondée sur les risques.

Soulignant la nécessité d'un sommet disruptif, Paula Caballero, The Nature Conservancy, a rappelé que les ODD réunissaient deux courants de négociations et a mis les délégués au défi de faire de même en appelant à un sommet unique, convaincant et inclusif en 2023. Elle a suggéré qu'il devrait identifier une suite unique et succincte d'actions à mettre en œuvre par toutes les parties prenantes, et a proposé de s'engager dans le processus d'inventaire mondial en cours dans le cadre de l'Accord de Paris.

Åsa Persson, Membre du Groupe indépendant de scientifiques, Édition 2023 du Rapport mondial sur le développement durable, a souligné l'importance d'un réengagement officiel des États envers les ODD, avec un plan d'action accéléré concret et un pacte scientifique et politique renouvelé pour l'accélération des ODD.

Daisy Ndikuno Owomugasho, The Hunger Project in East Africa, a appelé à des réunions régionales pour comprendre les priorités sur le terrain et pour une participation inclusive et un financement pour la mise en œuvre à la base.

Margaret Olabisi Mekwuye, Coalition de la société civile pour le développement durable, Nigeria, a appelé à ce que le Sommet des ODD soit un « sommet d'engagement » qui apporte le soutien financier des donateurs et du secteur privé et a souligné l'importance des consultations avec la société civile avant le Sommet.

Dans leurs réponses, les délégués ont souligné que le Sommet devrait : aborder l'inégalité carbone ; donner la priorité au changement systémique pour améliorer la vie des plus pauvres et des plus marginalisés ; impliquer les peuples autochtones ; et faire preuve de solidarité internationale pour promouvoir la paix et la sécurité.

Ils ont également mis l'accent sur : la lutte contre le changement climatique et les autres défis auxquels sont confrontés les petits États insulaires en développement (PEID) ; investir dans les jeunes pour construire la paix au niveau local ; et la valeur des lois et pratiques forestières durables pour la réalisation de plusieurs ODD. Plusieurs délégués ont souligné que le manque de progrès sur les ODD ne pouvait pas être entièrement attribué à la pandémie et ont appelé à une action plus forte sur le changement climatique et les moyens de mise en œuvre.

En conclusion, les conférenciers ont recommandé que le Sommet : génère un plan d'action concis et des solutions « simples, évolutives et réalisables » ; renforce la résilience, afin que la prochaine crise ne compromette pas la réalisation du Programme 2030 ; inclue toutes les parties prenantes ; se concentre sur les risques de l'inaction ; adopte une approche intégrée des ODD et assure un apprentissage croisé ; génère une feuille de route indiquant où nous en sommes et où nous devons être ; et garantisse des données solides et intégrées. Les conférenciers ont également déclaré que le Sommet du futur, qui aura lieu en même temps que le Sommet sur les ODD, devrait compléter, plutôt que concurrencer, le Sommet sur les ODD.

L'ODD 14 et liens avec d'autres ODD - La vie aquatique

Le Président de l'ECOSOC, Kelapile, a ouvert cette session. Dans sa déclaration d'ouverture, Sylvia Earle, biologiste marine et exploratrice en résidence à la National Geographic Society, a souligné que nous devons travailler pour reconstruire et maintenir l'équilibre biogéochimique de l'océan, soulignant que l'océan soutient toute vie sur Terre.

Angela Paolini Ellard, Directrice générale adjointe de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a noté que les négociations récemment conclues sur un accord mondial

juridiquement contraignant visant à réduire les subventions à la pêche portaient sur la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), la surpêche et la pêche en haute mer. Elle a appelé les 164 États membres de l'OMC à déposer leurs instruments d'acceptation afin que l'accord entre en vigueur.

Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, a présenté les résultats de la Conférence des Nations Unies sur les océans.

Heather Page, Division des statistiques des Nations Unies, a présenté les points saillants du Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les progrès vers l'ODD 14, soulignant que les principales sources de pollution marine sont d'origine terrestre et mettant en relief le lien entre l'acidification et l'incapacité croissante de l'océan à atténuer le changement climatique. Angus Friday, Directeur de l'économie bleue, Waitt Institute, a noté qu'il y a eu un changement dans le narratif et une sensibilisation et un financement croissants pour l'océan.

Peter Thomson, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'océan, a salué le travail cohérent de toutes les institutions concernées et a souligné les liens entre les ODD et l'importance d'impliquer les jeunes dans la prise de décision pour l'océan.

Charles Fox, Directeur exécutif de 'Oceans 5', a noté le rôle croissant de la philanthropie privée et a souligné la nécessité d'un financement accru pour les questions océaniques et climatiques, notamment pour soutenir la pêche artisanale et freiner les productions de farine de poisson afin d'atteindre l'égalité sociale et économique.

Valerie Hickey, Directrice chargée de l'environnement du globe, des ressources naturelles et de l'économie bleue, Groupe de la Banque mondiale, a souligné la nécessité : de mettre en place une planification intégrée ; de restaurer les stocks de poissons ; de créer des entreprises durables et de partager les avantages avec les peuples autochtones et les communautés locales ; et d'utiliser le financement de manière stratégique tout en rationalisant et en simplifiant les processus de financement.

Les participants ont souligné : les engagements de la Norvège en faveur d'une gestion durable des océans d'ici 2025 ; l'importance d'une coopération renforcée à tous les niveaux ; les investissements dans des technologies innovantes telles que le poisson à base de plantes ; le programme Transformation bleue de la FAO ; les efforts de la High Ambition Coalition vers un traité sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale (BBNJ) ; plus de 400 engagements pris lors de la conférence 'Our Ocean' ; et que 1 dollar investi dans l'océan peut générer 5 dollars de bénéfices sociaux, sanitaires et environnementaux.

Les délégués ont également discuté de l'importance : des sciences océaniques, de la recherche, de l'innovation et de l'alphabétisation ; de nouveaux accords mondiaux ambitieux sur les BBNJ et la pollution plastique ; des pêcheurs artisanaux dans la prise de décision de l'économie bleue ; de l'objectif 30X30 sur les aires marines protégées ; des économies océaniques durables ; et la lutte contre la pêche INN et la surpêche.

Dans le deuxième groupe de discussion, Armida Salsiah Alisjahbana, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, s'exprimant au nom de toutes les commissions économiques régionales, a souligné les travaux portant, entre autres, sur les interactions terre-mer telles que la pollution ; et la promotion de solutions de financement telles que les obligations bleues, pour soutenir l'économie bleue.

Vladimir Ryabinin, Secrétaire exécutif, COI-UNESCO, a rendu compte du développement des sciences océaniques, soulignant que les sciences océaniques sont essentielles pour atteindre tous les

ODD, et s'est félicité de l'expansion significative des sciences et de la recherche océaniques.

Sanda Ojiambo, PDG et Directrice exécutive du Pacte mondial des Nations Unies, a souligné que l'ODD 14 reçoit le niveau de financement le plus bas parmi tous les ODD et a souligné la valeur de l'introduction d'obligations bleues et de la reconnaissance des solutions innovantes proposées par les jeunes.

Martin Visbeck, Université de Kiel, Allemagne, a souligné la valeur des sciences océaniques interdisciplinaires pour atteindre l'Objectif 14 et a souligné l'importance de : la coopération, l'interaction durable entre l'homme et l'océan, l'expansion des systèmes d'observation et l'exploitation des opportunités numériques comme l'utilisation de la réalité virtuelle pour générer des "jumeaux virtuels des océans".

Les délégués ont en outre souligné : les efforts visant à promouvoir la pêche durable et l'énergie océanique renouvelable ; la pollution des océans par les équipements de protection individuelle ; la nécessité d'un traité BBNJ marin ambitieux ; l'importance des programmes des mers régionales ; et une gestion côtière intégrée qui tient compte des droits des peuples autochtones et les inclut dans la prise de décision.

Les délégués ont également discuté, entre autres questions : de la brutalité policière à laquelle sont confrontés les jeunes défenseurs des océans ; la nécessité d'une assistance technique et financière et d'un renforcement des capacités des pays en développement pour relever les défis océaniques, notamment le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution plastique ; le lancement de l'initiative « TEChnologie NUcléaire » pour lutter contre la pollution plastique, le Centre international de coordination de l'acidification des océans de l'AIEA, l'initiative Ceinture bleue et la Déclaration pour l'amélioration des connaissances scientifiques marines, la capacité de recherche et le transfert de technologies marines aux PEID ; l'importance des emplois décentés dans la transition vers les économies bleue et verte ; et la nécessité de mettre en œuvre le droit humain à un environnement sain.

En conclusion, les conférenciers ont souligné la nécessité de : s'appuyer sur la dynamique politique après la Conférence des Nations Unies sur les océans ; combler les lacunes dans les données ; tirer parti de la technologie ; impliquer les communautés locales ; forger des partenariats multipartites ; et assurer un financement adéquat. Ils ont également souligné l'importance de la science et du partage des connaissances pour protéger les océans, notamment par : l'amélioration de la connaissance des océans ; l'investissement dans la science ; l'orientation de la science vers une gestion durable des océans ; l'investissement dans une planification spatiale marine fondée sur la science ; les échanges de connaissances Nord-Sud et Sud-Nord ; et l'implication des jeunes par le biais du programme Early Career Ocean Professional Network.

Dans les couloirs

De nombreux participants ont déclaré que la prochaine pause de trois jours allait être profitable, compte tenu des discussions intenses et des progrès généralement négatifs sur les thèmes de l'égalité des genres et de la vie aquatique accomplis pendant la journée. Alors qu'une grande partie du manque de progrès sur les ODD au cours des deux dernières années a été attribuée à la pandémie mondiale, les discussions de la journée ont fait ressortir que les ODD n'auraient pas été au rendez-vous même en l'absence de cette crise imprévue. Les délégués auront trois jours pour examiner l'édition 2022 du Rapport sur les objectifs de développement durable de la Division de statistique des Nations Unies, qui a été lancée à midi, avant de retourner au siège des Nations Unies, lundi, pour l'examen de l'ODD 15 (vie terrestre).